

Collectif 8 mars

Une rencontre historique, menottée par les politiques de déficit zéro

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, les représentantes du Collectif 8 mars, dont fait partie la FIQ, ont rencontré le 7 mars dernier la Première ministre, Pauline Marois, ainsi que la ministre responsable de la Condition féminine, Agnès Maltais, afin de faire le point sur l'avancement du droit des femmes à l'égalité et présenter des revendications. Une première dans l'histoire!

Plusieurs demandes ont été formulées par le Collectif, notamment en regard du détournement des pensions alimentaires, du Régime des rentes du Québec, de la conciliation travail-famille et du financement des groupes de femmes. Bien que le gouvernement se soit montré en accord avec les propositions, très peu d'engagements ont été pris de sa part puisque l'atteinte de l'équilibre budgétaire est préconisée, ce qui relègue au deuxième rang une réelle lutte aux inégalités. Ce choix politique est plutôt décevant.



Lire le communiqué de presse sur le site Web de la Fédération sous l'onglet « Salle de presse ».

Éditorial du comité SST

Quand l'argent prime sur la santé et la sécurité des travailleuses



Rendez-vous sans plus tarder sur le site Web de la Fédération afin de lire le plus récent éditorial rédigé par des membres du comité SST au sujet de la prévention et de l'importance d'investir afin d'assurer la sécurité des professionnelles en soins.

La FIQ à la 57^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU

Élimination et prévention de toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles



La 57^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCF-ONU) a débuté lundi dernier, le 4 mars 2013, et se

poursuit jusqu'au 15 mars 2013. C'est sous le thème de la prévention de la violence envers les femmes et les filles et la mise en place de services et de mesures en faveur des victimes de violence que cette session réunit des représentant-e-s des États membres, des entités des Nations Unies et des organisations non gouvernementales accréditées à l'ECOSOC (ONG) de toutes les régions du monde.

De ce nombre, 85 délégué-e-s de partout dans le monde et représentant quatre fédérations syndicales internationales participent à cette session : l'Internationale de l'éducation (IE), la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Internationale des services publics (ISP) et UNI Global Union.

La FIQ, représentée par Michèle Boisclair, 1^{re} vice-présidente, et Sophie Baillargeon, conseillère syndicale à la condition féminine, participe aux travaux de la CCF-ONU.

Ravages de Proaction dans les projets d'optimisation des soins à domicile et dans l'informatisation en santé

Le 6 mars dernier, la FIQ diffusait un communiqué de presse afin de dénoncer une fois de plus le recours par les établissements de santé à la firme Proaction. Les contrats conclus avec cette dernière continuent de se multiplier et voilà même que cette firme exploite maintenant un nouveau créneau, avec lequel elle n'est point familiarisée, c'est-à-dire l'informatisation en santé.

La Fédération a rappelé les effets néfastes du travail à la chaîne dans les soins à domicile et interpelle à nouveau le ministre de la Santé afin que ce dernier rende publiques les conclusions du bilan qu'il a demandées à chacun des CSSS sur les contrats touchant les projets de réorganisation.

Lire le communiqué de presse sur le site Web de la Fédération sous l'onglet « Salle de presse ».